

L'ORDRE

DEPUIS quelques jours, les hommes d'ordre se prodigent chez nous en conseils et en avertissements : ils font état de « certains actes » contre l'ordre, de « certaines maladroites », même « d'entreprises sordides » que d'ailleurs ils ne précisent pas. Ils recommandent aux Français de travailler dans l'ordre, de revenir au respect de la légalité, à l'exercice normal des pouvoirs publics. Et les conseillers sont légion. Ils vont de Félix Gouin à M. Wladimir d'Ormesson. L'ambassadeur félicite le député socialiste d'un récent article du Populaire auquel il « apporte sa chaleureuse adhésion ». Peut-être nous permettra-t-on de présenter sur un tel sujet quelques simples observations. Et d'abord, comment se présente à cette heure de notre histoire le fameux problème de l'ordre ?

Nous vivons en l'automne de 1944, en un temps où tout un monde vieilli s'écroule, où se brisent les anciennes tables des valeurs. Le pape lui-même n'hésite pas à écrire que le système fondé sur la propriété privée doit inévitablement s'effondrer. Nous sommes à un moment de transition où ce qui était n'est déjà plus, où ce qui sera n'est pas encore. Ceux qui réclament des institutions nouvelles montrent quelque impatience et leurs souffrances présentes et passées ne les justifient que trop. Ceux qui ne se résignent pas à voir menacés certains intérêts ou certaines formes de pensée tentent d'arrêter une évolution naturelle. Et cela aussi est, hélas ! très humain. C'est ce spectacle-là que nous avons sous les yeux. C'est dans ce monde en devenir qu'il faut tout de même mettre de l'ordre que l'on peut.

Mais cet ordre ne peut pas être l'ordre d'autrefois, l'ordre des temps paisibles où d'éminents esprits pouvaient dire, avec l'approbation des dirigeants, « qu'une injustice est préférable à un désordre ». Cet ordre-là était celui que l'on imposait par la force. C'était l'ordre dicté par les puissants, les maîtres, les riches, les dominateurs aux dénués, aux pauvres, aux classes sujettes et tenues pour inférieures. Cet ordre ne peut plus être celui de demain.

A cette conception de l'ordre qui subsiste encore dans tant d'esprits correspondait une légalité établie par les classes dites supérieures. Cette légalité-là est déjà battue en brèche par le progrès actuel, par les événements qui ont eu un écho immense dans le cœur de la majorité des hommes.

Que l'on évite donc d'employer dans leur sens ancien les mots de légalité et d'ordre ! Jésus a été pour les Pharisiens un homme de désordre. Et Voltaire aussi, et Marx, et Lénine, et Staline, et tant d'hommes qui apportaient au monde une conception supérieure de la justice et de l'humanité !

Alors, me dira-t-on, vous êtes pour le trouble dans la société et pour l'action illégale ?

Notre réponse est claire :

Nous voulons qu'on n'en appelle pas dans le sens strict à une légalité qui meurt, à un ordre extérieur qui cache encore l'injustice des survivances du passé !

Et pour parler concrètement, nous précisons que pour obtenir le maximum d'ordre dans ces temps-ci où tout est transitoire (gouvernement, institutions, assemblées) il faut faire confiance au peuple ! Lui seul présente de la stabilité dans l'état de transition qui est le nôtre. Lui seul pourra décréter, la paix venue, la légalité nouvelle de notre pays. En attendant, le meilleur moyen d'assurer l'ordre à l'intérieur est pour le gouvernement de se tenir en rapports directs et constants avec les représentants du peuple français les plus qualifiés. Pour le moment, ce sont les membres du Conseil national de la Résistance, choisis et désignés par les Français, qui ont sauvé la France. Le C.N.R. a un grand souci de l'intérêt national, de l'unité entre Français et de la grandeur future de notre pays. La sagesse commande de tenir grand compte de ses avis et de ses décisions.

SUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES ET CANTONALES

Déclaration du Bureau Politique du Parti Communiste

Le Bureau politique du Parti Communiste Français, réuni le 12 octobre 1944, après avoir examiné la proposition du Comité directeur du Front National relative aux prochaines élections municipales et cantonales, a précisé sa position comme suit :

La décision prise par le gouvernement de convoquer des élections municipales et cantonales en février prochain a provoqué de grands espoirs dans les rangs des agents de l'ennemi, des traitres de la cinquième colonne.

Les misérables qui, hier, soutenaient Vichy et continuent à vouloir la revanche du pouvoir personnel sur la démocratie, songent à utiliser la prochaine consultation électorale pour provoquer de sordides compétitions entre les groupements et partis de la Résistance, pour semer la division dans les rangs de ceux qui se sont battus côte à côte

contre les hitlériens et les traitres, pour déconsidérer la souveraineté populaire et créer les conditions d'un retour aux méthodes fascistes de gouvernement.

Se basant sur ces considérations, et tenant compte avant tout du fait que la France est en guerre et que les Français doivent rester unis pour gagner la guerre et écraser le fascisme, il importe de faire des prochaines élections une éclatante manifestation d'unité de la Résistance Française.

Au surplus, les élections auxquelles il va être procédé n'auront qu'un caractère provisoire, étant donné qu'elles ne pourront pas refléter exactement la pensée des Français, puisque n'auront pas la possibilité de prendre part au vote de nombreux patriotes des F.F.I., les soldats et la masse des prisonniers de guerre et de déportés.

TOUT METTRE EN ŒUVRE POUR ÉVITER LES HEURTS

Dans ces conditions, le Parti Communiste Français, soucieux de maintenir intacte l'union de tous les Français dans le pays en guerre, approuve les propositions faites par le Front National et appelle les autres groupements et partis de la Résistance à faire passer l'intérêt national avant leurs intérêts particuliers pour montrer aux détracteurs de la Résistance la sagesse politique et l'esprit d'abnégation dont sont capables les hommes et les femmes qui, pendant quatre ans, se sont battus sur le sol de la Patrie meurtrie et envahie.

La Résistance Française, organisée dans les comités locaux et départementaux de la Libération Nationale et dans le Conseil National de la Résistance, qui constitue la base de la nouvelle légalité française sur laquelle repose l'existence du Gouvernement provisoire de la République, a le devoir, en ces heures graves pour l'avenir de la Patrie,

Finir la guerre Renforcer l'union Ranimer la production

(Lire en 2^e page le procès-verbal de la séance du 12 octobre du Bureau Politique du Parti Communiste.)

Au Salon de l'Horticulture



Des fleurs, des fleurs merveilleuses, produit du patient labeur de nos horticulteurs, enchantent les yeux à l'exposition inaugurée hier matin. (Photo France-Press.)

GRATUIT

5 HEURES DU MATIN

EDITION PARISIENNE

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

FONDATEUR : JEAN JAURÈS

RÉDACTEUR EN CHEF (1926-1937) : VAILLANT-COUTURIER

Rédaction et administration :
18, rue d'Enghien, PARIS-X^e
TELEPHONE : PROVENCE 15-21
Inter : PRO 93-60

DIRECTEUR : MARCEL CACHIN, sénateur de la Seine

VENDREDI 13 OCTOBRE 1944

41^e année — Numéro 50
(Nouvelle série)
LE NUMÉRO : 2 FRANCS



A Drancy, on peut s'accommoder du régime, fort bien discuter de ses petites affaires...

Le patron du "TABAC" n'est pas content...

"LES TRAITRES BÉNÉFICIENT AU CAMP DE DRANCY, NOUS DIT-IL, D'UN SCANDALEUX RÉGIME DE FAVEUR"

M. B... est un petit commerçant. Il tient un tout petit « tabac » à Drancy. C'est un gars du Midi. Patriote de toujours, il est maintenant premier adjoint au maire de sa commune.

Au Père-Lachaise, dans le grandiose défilé du Souvenir, je l'ai vu marcher fièrement à la tête de ses concitoyens, ceint de son écharpe tricolore : il était rayonnant. « Nous sommes au moins 500.000 », m'a-t-il chuchoté à l'oreille.

Mais aujourd'hui, M. B... n'est pas content. Il a ses raisons.

« Non, monsieur, il y a des choses qui heurtent trop fort les sentiments de la population de Drancy. Tous patriotes, nous avons pendant quatre ans assésé impuissamment au martyre des juifs internés.

Nous avons entendu les cris des malheureux que l'on frappait sans raison. Nous avons vu les convois pitoyables partir à l'aube vers les camps de la mort. Vous savez bien, monsieur, ceux que nous ne reverrons peut-être plus, qui périssent là-bas, dans les chambres à gaz, dans les wagons à chaux, dans les camions de la mort, et je ne sais quelles diaboliques piecines... »

Les manches de chemise relevées, de son comptoir, il continue :

« Eh ! bien, monsieur, aujourd'hui, les responsables de ces massacres, ceux qui livrèrent à l'ennemi leurs frères, les patriotes, sont ici, à l'endroit où leurs victimes souffrirent, et bénéficient d'un scandaleux régime de faveur.

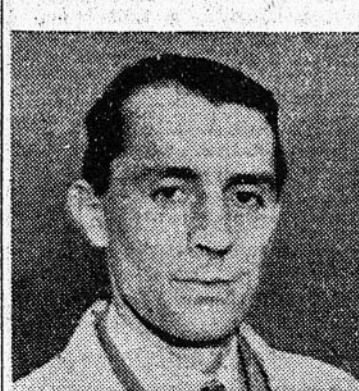
Nous n'aurons de cesse que lorsque la justice aura frappé toutes ces fausses élites qui ont trahi leur patrie. Nous veillons. Nous connaissons le scandale de « Drancy-Palace ». Nous y verrons clair. »

C'est ainsi que j'ai appris comment, à Drancy, la gouaille populaire avait baptisé le camp où sont rassemblés les traitres.

(Suite en 2^e page)

JOLIOT-CURIE

AMBASSADEUR AUX ÉTATS-UNIS DE LA RÉSISTANCE EUROPÉENNE



Le grand savant Joliot-Curie vient de partir pour les États-Unis. Il sera le représentant de toutes les Résistances des peuples européens opprimés par le nazisme aux manifestations qui vont avoir lieu en Amérique. C'est à l'occasion de la campagne nationale en faveur des œuvres d'assistance de guerre américaines et alliées que ces manifestations sont organisées.

Notre grand camarade parlera au grand meeting du 15 octobre, en présence du corps diplomatique, des membres du gouvernement américain et des membres du Congrès. Il sera le seul orateur, avec lord Halifax qui parlera au nom des gouvernements des Nations Unies.

Une allocution du général de Gaulle à la Radio

Le général de Gaulle prendra la parole à la Radiodiffusion française demain 14 octobre, à 20 heures.

LE PROBLÈME DE LA REMISE AU TRAVAIL

Les saboteurs

ROBERT LACOSTE, ministre de la Production industrielle, dans une interview accordée au correspondant du Manchester Guardian, a invoqué la pénurie de bois de mine pour expliquer que les charbonnages n'aient pas été remis en exploitation comme il aurait fallu.

Au même moment, un autre journal anglais, l'Evening Standard rendait compte de l'impopularité, parmi les mineurs français, de la décision gouvernementale d'indemniser les barons des houillères du Nord et du Pas-de-Calais en raison de la « nationalisation », comme si ces tristes sires, coupables d'avoir servi volontairement l'ennemi, ne méritaient pas la confiscation pure et simple de leurs biens !

Le Manchester Guardian aurait pu, lui aussi, parler de mécontentement et d'indignation. Ce qu'on affirme dans les corons, c'est que, si les Boches étaient là, pour eux on trouverait bien du bois de mine, et vite ! Il est intolérable que des prétextes techniques, qu'on n'invoquait jamais contre les nazis dans la haute administration privée et publique, servent maintenant à saboter l'effort de guerre national.

N'est-il pas malheureusement exact que dans le bassin de Saint-Étienne, la consigne a été donnée par les propriétaires aux médecins des mines d'accorder avec une libéralité toute nouvelle les congés de maladie ? Les ouvriers ainsi écartés des charbonnages sont immédiatement embauchés par les Ponts et Chaussées : et après cette belle opération combinée, on se plaint à grands cris que la main-d'œuvre manque au fond des puits.

Dans toutes les branches de la production, des faits du même genre sont signalés.

250 ouvriers spécialistes de la pose des voies, appartenant aux entreprises Grenet, Azéma, Wols-Dhé, France-Entreprise, travaillaient à la réfection des voies à St-Leu d'Esserent (Oise). Ordre fut donné à ces équipes de venir au Bourget pour un travail urgent.

Le travail urgent consistait, et consiste toujours, à arracher de l'herbe le long des rails.

M. Robert Lacoste s'est, une fois de plus, lamenté sur la dislocation des transports. Mieux vaudrait,

sans aucun doute, prendre des mesures pratiques.

Par exemple, du matériel a été laissé par l'ennemi sur les chantiers Todi. La Fédération du Bâtiment en a demandé la réquisition, et l'utilisation immédiate.

Au contraire, certains services officiels s'orientent vers la vente de ces précieux stocks : criminisme ou trahison consciente de l'intérêt français ? Dans l'un et l'autre cas, une intervention s'imposerait, de qui détiendrait l'autorité.

95 0/0 des grandes entreprises du Bâtiment — ces entreprises qui vont acheter à vil prix le matériel laissé par Todi — ont travaillé avec empressement pour l'ennemi. Aujourd'hui, tout ce beau monde freine, ajourne, complique.

Les projets de rétablissement des ponts prévoient des œuvres magnifiques, mais d'une construction très longue. Alors qu'il faudrait faire vite. Alors qu'on pourrait faire vite, notamment en utilisant les poutres en ciment Précontraint de l'usine de Gennevilliers.

Treize jours pour un kilomètre de viaduc : tous les techniciens savent ce que ça rythme a déjà été atteint, qu'il n'est nullement chimérique.

Ce qui manque pour faire démarrer l'économie, c'est la bonne volonté d'un haut patronat dont trop d'éléments regrettent le fascisme.

Et c'est la volonté des pouvoirs publics.

La volonté constructive, celle qui s'applique à un idéal, celle qui tient ferme à des perspectives de bien commun, en dehors de toute indulgence pour les arrière-pensées politiciennes, de toute docilité aux pressions des Conseils d'administration.

Les ministres qu'il faut aujourd'hui à la France, ce sont des hommes que domine la passion, la hantise de la reconstruction. Et des hommes qui s'attachent au concret. Des hommes au cœur de feu et au cerveau clair. Des ingénieurs de la rénovation.

Les Fédérations nationales de la C.G.T., réunies hier à Paris, ont fait la preuve que la classe ouvrière et les techniciens étaient prêts à l'effort et à la collaboration. On attend une réponse d'en haut, une réponse en actes.

G. COGNIOU.

A plus de 100 kilomètres de Cluj, prise mercredi la dernière ville roumaine sur la frontière hongroise

ORADEA MARE est enlevée par l'Armée Rouge

BUDAPEST DEMANDERAIT L'ARMISTICE

Le maréchal Staline a adressé hier l'ordre du jour suivant au maréchal Malinovsky :

Les troupes du deuxième front ukrainien, ayant exécuté une brillante manœuvre enveloppante, se sont emparées de l'important centre de Transylvanie Oradea Mare (Nagy Varad), nœud ferroviaire important et puissant point d'appui de l'ennemi.

Les cosaques du Kouban et d'autres unités qui se sont particulièrement distingués seront décorés.

Ce soir à 22 heures, 12 salves de 124 canons seront tirées à Moscou pour célébrer l'événement.



Un défilé des F.F.I. lors d'une prise d'armes à Limoges

(Photo Humanité.)

DERNIÈRE MINUTE :

Moscou, 12 octobre. — Le communiqué du G.Q.G. de l'Armée Rouge annonce que les forces soviétiques opérant en Yougoslavie, au sud-ouest de Szeged, se sont emparées de l'importante ville de Soubotitza.

En Hongrie, la cavalerie rouge et les blindés font cent vers Budapest, à travers la plaine, sans rencontrer de résistance organisée. La moitié de la distance entre Szeged et Budapest serait parcourue. Au sud-ouest de Debreczen les armées soviétiques ont occupé la ville de Kisújszállás et cinq stations de chemin de fer.

La libération de la Yougoslavie

L'étreinte de l'Armée Rouge et de l'Armée de la Libération yougoslave se resserre sur Belgrade, dont la garnison ne pourra plus échapper à la captivité ou à l'anéantissement.

Au nord-est de Nich, Kujazevac a été libérée. Des combats se déroulent en Macédoine contre les troupes du Reich refluant des Balkans.

Les partisans yougoslaves, de leur côté, ont pris Bioc, Zlatina et Deljane, au Monténégro, et Odjice, dans le Sandjak.

Au nord-est de la Bosnie, à 65 kilomètres au sud-est de Sarajevo, la ville de Cajnice a été prise et les unités yougoslaves qui ont avancé de 30 kilomètres, se dirigent vers Visegrad.

A la suite de son acceptation des conditions préalables à la conclusion d'un armistice, la Bulgarie a commencé à retirer ses troupes des territoires occupés en Grèce et en Yougoslavie.

Sur le front de la Baltique

A la frontière de la Prusse Orientale, les troupes soviétiques poursuivent leur offensive et créent de nouvelles brèches dans le dispositif défensif ennemi. Le général Tcherniakovsky a concentré sur le Niémen de puissantes forces. Tilsit se trouve déjà sous le feu des canons soviétiques.

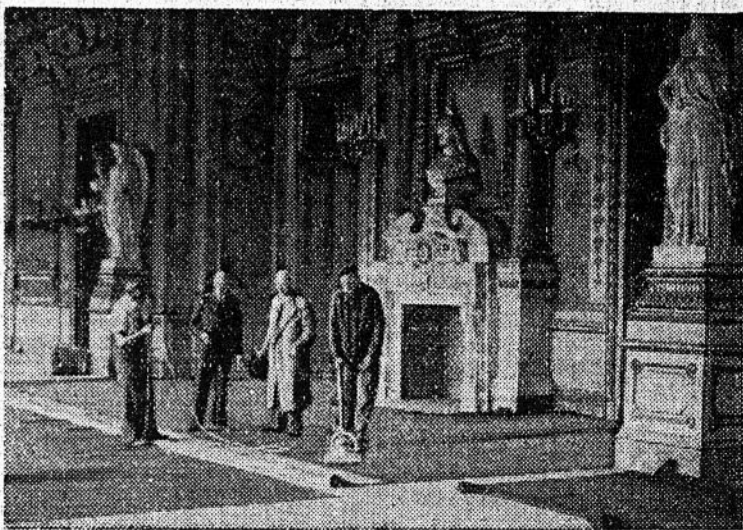
Au cours de l'offensive vers Riga, les troupes soviétiques se sont emparées d'un certain nombre de localités dont cinq stations de chemin de fer parmi lesquelles Langisten et Salaspils.

Au nord et au sud-est de Memel, elles ont occupé soixante localités.

L'Armée Rouge a occupé les îles de Vilsandilaid, à l'ouest, et d'Abruka, au sud d'Oesel.

(Suite de nos informations en 2^e page)

La composition et les attributions de l'ASSEMBLÉE CONSULTATIVE



En prévision de la réunion de l'Assemblée consultative, on prépare la salle des conférences au Luxembourg (Photo France-Press.)

Quarante Comités départementaux de la Libération demandent le retour de Maurice Thorez

Les 40 Comités départementaux de la Libération, représentés par près de 300 délégués, qui étaient réunis, dimanche dernier, en conférence à Arles, ont voté à l'unanimité une motion réclamant le retour immédiat en France de Maurice Thorez, secrétaire général du Parti des Fusillés.

Ainsi, de l'ensemble du pays, la même volonté de justice et d'union se dégage sur le nom de Maurice Thorez.

JEAN CRISTOFOL président du Comité régional de libération de Marseille

Jean Cristofol, député de Marseille, secrétaire régional du Parti communiste, a été élu président du Comité régional de libération.

La vice-présidence a été confiée à M. Max Juvenal, du Mouvement de Libération nationale, et le secrétariat à Lucien Molino, de la C.G.T.

A LA MÉMOIRE DES GARDIENS DE LA PAIX MORTS POUR LA DÉLIVRANCE DU PAYS

Hier matin, en présence du général de Gaulle, une émouvante cérémonie a été célébrée aux Invalides en souvenir des agents et fonctionnaires de la Préfecture de police morts pour la Libération.

Parmi les personnes nées, on remarquait MM. Jeannequin, Parodi, Mendès-France, Tixier-Lainé, les généraux Koenig et Catroux, MM. Fleuret, préfet de la Seine, et Lutz, préfet de police.

Sur notre échelle, le général de Gaulle a décoré le fanion des gardiens de la paix.



